

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, Petro Porochenko, Président de la République d'Ukraine, et Mme Angela Merkel, Chancelière fédérale allemande, sur la situation en Ukraine, à Berlin le 24 août 2015.

Angela MERKEL : Mesdames, Messieurs, je suis heureuse d'accueillir aujourd'hui, outre le Président français, François HOLLANDE, le Président ukrainien, Petro POROCHENKO ici à Berlin. Nous avons décidé de nous entretenir aujourd'hui à trois pour mener une conversation destinée à renforcer le processus que nous appelons « Format Normandie ». Nous allons évoquer ensemble les points qui sont des points critiques à ce stade.

En effet, nous sommes convaincus tous les trois, que les accords de Minsk tels qu'ils ont été signés en février, doivent être la base d'une avancée vers la paix et peuvent être la base d'une avancée vers la paix en Ukraine. Petro POROCHENKO est ici aujourd'hui en ce 24 août - c'est la journée de l'Indépendance de l'Ukraine - c'est donc une journée symbolique et je tiens à cette occasion à lui exprimer mes vœux les plus sincères et cela vaut également pour le peuple ukrainien. Nous savons à l'heure actuelle ce que vit le peuple ukrainien et la France et l'Allemagne souhaitent apporter toute l'aide possible. Sur la base de l'accord de Minsk se pose encore un certain nombre de difficultés : tout d'abord le non-respect du cessez-le-feu qui fait qu'il y a régulièrement des victimes, des morts. Tout doit être mis en œuvre afin que le cessez-le-feu devienne une réalité. La mission consiste tout d'abord à ce soient respectés les accords de Minsk. Nous en avons parlé lors de notre dernière conversation téléphonique en Format Normandie : les armes d'un calibre inférieur à 100 millimètres doivent être retirées et Petro POROCHENKO nous a dit que du côté ukrainien on y était prêt.

Ensuite, la surveillance du cessez-le-feu par l'OSCE. Ceci signifie que l'OSCE doit être en mesure d'effectuer sa mission, c'est la base de tout ce processus. Nous sommes inquiets de constater qu'il y a eu des agressions, des attaques, des empêchements subis par les agents de l'OSCE qui n'ont pas pu forcément toujours accomplir leur mission. Nous en parlerons avec la Russie. Nous tenons absolument à ce que l'OSCE puisse à nouveau exécuter pleinement sa mission.

Ensuite je tiens à dire expressément qu'il y a eu un effort politique très important en Ukraine, à propos de la réforme constitutionnelle. Les accords de Minsk ont été traduits dans la pratique - cela n'a pas été facile, il fallait trouver une majorité parlementaire. Des divergences de vues existent sur ce point avec la Russie. Nous devons absolument parvenir à une position commune sur ce point et les experts juridiques eux-mêmes d'ailleurs ne sont pas encore parvenus à une position commune.

Ensuite il y a la question des élections démocratiques évoquée elle aussi dans les accords de Minsk. Il n'y a pas encore de solution sur ce point et pour moi, c'est une question-clé pour la suite du processus et nous en parlerons au cours de cette soirée.

Ensuite, le groupe de contact trilatéral est le format dans lequel doivent se dérouler les travaux nécessaires. A Minsk, nous nous sommes mis d'accord pour dire que c'est dans ce format-là qu'il

faut travailler et il n'est donc pas nécessaire d'en créer de nouveaux. Le format des groupes de travail est celui dans lequel les travaux doivent avancer.

Il y a toute une série d'autres points que nous avons également abordés, sur lesquelles les choses avancent avec difficulté : tout d'abord l'aide humanitaire, la libération de prisonniers qui est un point très important pour les Ukrainiens. Là aussi, nous allons poursuivre nos efforts. Ensuite il y a les négociations commerciales entre l'Ukraine et la Russie et l'accord d'association, cela aussi nous en reparlerons au cours de cette soirée.

L'objectif de cette réunion, ce n'est pas de remettre Minsk en question, c'est de faire que Minsk fonctionne. A tous les deux à nouveau, bienvenue à Berlin.

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, je remercie Angela de faire en sorte que nous puissions nous retrouver ici à Berlin avec le Président POROCHENKO et les deux représentants des pays qui ont créé avec la Russie le Format Normandie. Nous le faisons dans une journée symbolique, l'Indépendance de l'Ukraine, et c'est encore sur l'indépendance de l'Ukraine que nous avons à travailler.

La France et l'Allemagne ont cherché depuis des mois à trouver le meilleur cadre de dialogue pour trouver une solution à la crise ukrainienne. Ce cadre, nous l'avons inventé au mois de juin 2014 et nous l'avons appelé le Format Normandie puisque nous étions lors des cérémonies pour l'anniversaire du Débarquement en Normandie. Nous avons pu, grâce à ce cadre, faire l'accord de Minsk avec une signature qui nous engage tous et d'abord bien sûr la partie ukrainienne et pour ce qui concerne les séparatistes, ce qui devait être admis et fait.

Nous n'avons qu'une seule règle aujourd'hui : c'est le plein respect des accords de Minsk. C'est sur la base de Minsk que nous avons fait l'évaluation au cours de l'échange qui vient d'avoir lieu. Accords de Minsk qui prévoient le cessez-le-feu - le cessez-le-feu n'est toujours pas pleinement respecté il doit l'être et accords de Minsk pour le retrait des armes lourdes - il doit y avoir le retrait des armes lourdes puis ensuite des armes légères. L'accord de Minsk prévoit la présence de l'OSCE, qui doit pouvoir travailler en toute sécurité et en toute liberté, là où cette organisation est appelée.

Des groupes de travail ont été constitués, ils doivent être le cadre du dialogue et donc les échanges doivent se multiplier dans tous les domaines. C'est encore le respect de l'accord de Minsk. La partie ukrainienne - et le Président POROCHENKO pourra en témoigner - a fait des efforts importants pour les réformes qui étaient attendues et notamment la Constitution puis ensuite la question des élections. Nous devons donc faire en sorte qu'il puisse y avoir des élections selon la loi ukrainienne, ce que prévoient d'ailleurs les accords de Minsk et qu'il puisse y avoir la représentation légitime des régions de l'Est de l'Ukraine.

Nous voulons également que sur la question de l'aide humanitaire, sur également le soutien à la population ukrainienne qui est une population qui souffre et j'allais dire partout, où qu'elle se situe, qu'il puisse y avoir les conditions de vie qui puissent être améliorées. Cela fait partie aussi des accords de Minsk.

Nous voulons aussi dire que pour l'application des accords de Minsk, il faudra sans doute d'autres rencontres et c'est pour préparer ces rencontres-là dans le cadre du Format Normandie, que nous sommes réunis aujourd'hui, toujours dans le respect de ce que nous avons déjà engagé depuis des mois.

Je termine sur l'accord d'association parce que c'est un long processus et il est bien légitime que nous puissions encore au cours des prochains mois, l'Allemagne, la France, appuyer cette discussion de l'accord d'association et surtout sa mise en œuvre parce que c'est aussi une des conditions pour que l'Ukraine puisse être arrimée dans la perspective européenne qu'elle a choisie.

Petro POROCHENKO : Madame la Chancelière, Monsieur le Président. Merci beaucoup, très sincèrement, au nom de tout le peuple ukrainien. Je vous remercie pour vos vœux à l'occasion de la fête de l'Indépendance et aussi, je vous remercie pour le rôle que la France et l'Allemagne ont joué pour le rétablissement de la paix et pour la préservation de la paix à l'est de l'Ukraine. Il n'y a pas d'alternative au processus de Minsk, nous l'avons dit au sommet de l'OTAN le 5 septembre 2014, nous l'avons dit aussi lors de nos rencontres le 12 février 2015. Les accords de Minsk 2 ont été

2014, nous l'avons dit quand nous avons signé le 12 février 2015 les accords de Minsk 2 il y a six mois et nous le disons aujourd'hui. Nous le redisons. L'agenda pacifique et l'instrument qu'offre le processus de Minsk, c'est un instrument efficace. C'est le cessez-le-feu, c'est le retrait des armes, c'est la libération imminente des otages, c'est l'accès sans entrave des inspecteurs de l'OSCE de contrôle et de coordination du cessez-le-feu sur tout le territoire et c'est aussi le chapitre politique, social et économique inter-lié et qui favorise le retour de la paix et la désescalade des conflits.

Je me félicite aujourd'hui de pouvoir dire que l'Ukraine applique entièrement tous ses engagements : en ce qui concerne le cessez-le-feu, en ce qui concerne la collaboration avec l'OSCE, en ce qui concerne le retrait des armes et en ce qui concerne les questions humanitaires, y compris l'engagement de créer des centres logistiques de distribution de médicaments à la frontière des territoires occupés. D'ici la fin du mois, les trois centres vont être ouverts et nous faisons tout le nécessaire pour rétablir la procédure d'approvisionnement en eau et le chemin de fer. Tous les engagements que l'Ukraine a pris, sont donc respectés. Maintenant, ce qui compte, c'est le processus politique où suite à la proposition par le Parlement ukrainien d'une nouvelle loi constitutionnelle. J'ai proposé cette nouvelle loi constitutionnelle modifiée où l'Ukraine maintient tous les changements pris par l'accord de Minsk. Il y a quelques jours, il y a eu une réunion des experts ici, à Berlin, où les experts ont examiné la nouvelle loi constitutionnelle modifiée et ont constaté que cette loi est absolument en conformité avec les engagements pris à Minsk. En revanche, ce qu'on constate la seule menace pour le sabotage de Minsk ce sont les agissements des séparatistes pro-russes. Par exemple, nous nous sommes entendus sur le fait que le travail des inspecteurs de l'OSCE doit être la garantie de la sécurité, de la vie y compris l'accès des inspecteurs à la frontière et donc aux territoires occupés non contrôlés par les autorités ukrainiennes pour justement empêcher l'envoi de nouvelles armes et de nouveaux effectifs sur le territoire ukrainien. C'est très important à respecter mais nous appelons à constater que l'annonce des fausses élections prévues pour le 15 et 1er novembre, ne correspond pas au processus de Minsk. Il y a aussi la question des otages, ceux qui se trouvent sur le territoire russe, notamment Nadia SAVTCHENKO et Oleg SENTSOV, c'est également un non-respect des accords de Minsk et donc, nous appelons toutes les parties à tenir les engagements. Je remercie beaucoup Angela et François de nous aider tout au long de ce chemin pour la mise en œuvre de tout ce paquet de mesures. Nous sommes très reconnaissants que maintenant, pratiquement tous les pays de l'Union européenne, à part Chypre et la Grèce, ont déjà ratifié l'accord d'association qui est donc en bonne voie pour entrer en vigueur.

Je les remercie aussi pour tout ce qui a été fait pour accélérer d'accord d'obtention des visas et tout ce qui a été fait également pour soutenir économiquement l'Ukraine qui souffre énormément en situation de guerre et donc nous continuerons maintenant le dialogue sur les questions énergétiques et sur le gaz dans le cadre de format trilatérale entre l'Union européenne, l'Ukraine et la Russie, pour assurer la sécurité d'approvisionnement pour l'Union européenne et pour l'Ukraine et ce qui permettra de faire face efficacement aux défis de sécurité énergétique. Nous avons également abordé avec madame la Chancelière et le Président français, la question des réformes ukrainiennes et nous vous remercions beaucoup pour le soutien de toutes ces réformes ambitieuses que nous menons en Ukraine. Le Format Normandie a une très grande importance pour tous nos pays et nous réaffirmons tous nos engagements pris dans le cadre de ce format, publiquement, notre engagement à ce format et nous souhaitons maintenant apporter ces signaux à Moscou concernant les responsabilités prises dans le cadre de ces engagements. Il faut donc efficacement arrêter les nouvelles escalades et aussi mener les élections qui vont être organisées en fonction de la loi ukrainienne et en fonction des standards de l'OSCE.

QUESTION : J'ai une question pour le Président ukrainien. Avant de partir, vous avez parlé de créer une large coalition internationale pour contrer l'agression russe et est-ce que vous avez abordé ces questions ? Et comment concrètement vous avez abordé la situation et les mesures menant à la désescalade de la situation en Ukraine ?

Petro POROCHENKO : Je vous remercie beaucoup pour cette question. Je voulais vous dire que cette coalition internationale pour soutenir l'Ukraine a été déjà créée immédiatement après

l'annexion de la Crimée parce que nous avons eu une condamnation unanime de cette annexion, de la part de l'Union européenne, de la part de l'ONU et après l'agression dans le Donbass, nous avons la résolution de l'ONU qui a été adoptée et après les accords de Minsk du mois de février, j'ai participé au Conseil européen aux côtés d'Angela et de François et là aussi, le Conseil européen a adopté ces positions. Ces positions ont été également soutenues par les partenaires américains, japonais, néo-zélandais et donc nous sommes extrêmement reconnaissants pour tous les efforts de la communauté internationale pour soutenir l'Ukraine et pour la résolution de ce conflit. En ce qui concerne les nouveaux formats, je suis persuadé que nous n'en avons pas besoin. Nous avons les accords de Minsk et le Format de Normandie et c'est un instrument pour contrôler la mise en œuvre de ces accords. Par exemple, nous nous sommes réunis en Grande-Bretagne pendant le Sommet de l'OTAN, nous avons discuté de ces questions, nous avons aussi élaboré un dialogue dans le Format de Genève mais nous souhaitons poursuivre dans le Format Normandie qui est le plus efficace pour nous.

QUESTION : D'autres sujets se sont déjà invités dans cette rencontre, celui des migrants bien sûr, mais il y en a un qui concerne tous les Etats présents ici, c'est celui de la crise financière qui se profile et les Bourses européennes ont plongé aujourd'hui dans le sillage des Bourses asiatiques. Est-ce que cet effondrement vous fait craindre une nouvelle crise financière mondiale ? Et est-ce que cet effondrement est de nature à fragiliser le frémissement de la croissance en Europe et plus particulièrement bien sûr en France et en Allemagne ? Merci.

LE PRESIDENT : Je dois confirmer que nous n'avons pas parlé de la Chine durant notre entretien avec le Président POROCHENKO si c'était la question qui nous était posée. Nous avons suffisamment à faire pour ne pas évoquer cette question y compris des Bourses en Europe. Bon si vous m'interrogez, mais c'est en marge vraiment de cette conférence, de cette rencontre la Chine est un grand pays. C'est la deuxième économie du monde et c'est l'une des économies les plus compétitives et elle a des ressources considérables, si bien qu'elle trouvera les réponses pour faire en sorte que les épreuves qu'elle peut rencontrer, toute économie à un moment ou à un autre peut avoir ses propres difficultés elle trouvera les réponses en son sein et l'économie mondiale est suffisamment solide pour également avoir des perspectives de croissance qui ne sont pas simplement liées à la situation en Chine. Je dois une fois encore le dire, la Chine est un grand pays et a toutes les capacités pour assurer sa stabilité et sa croissance. Ensuite, les mouvements boursiers, nous les connaissons et nous ne pouvons pas déterminer comme disait une personnalité politique célèbre nos positions en fonction simplement des indices boursiers.

Angela MERKEL : Je pense pour ma part que la Chine fera tout ce qui sera en son pouvoir pour stabiliser la situation économique. La Chine est un partenaire important pour nous tous au sein de l'Union européenne, nous sommes d'ailleurs en contact étroit et j'aimerais vous renvoyer à ce qu'a dit le FMI hier, à savoir qu'il n'était pas inquiet. Il ne pense pas que nous sommes confrontés à une crise qui va durer. Mon impression, c'est que si chacun suit sa voie, la Chine apportera sa contribution et nous avons pu constater au fil du temps que l'économie chinoise se développait de façon constante.

QUESTION : Mme la Chancelière, j'aimerais revenir à l'Ukraine. Le fait que Vladimir POUTINE ne participe pas à cette réunion, a créé certaines irritations et pourquoi cette absence ? Et ensuite, que pensez-vous de l'idée qu'il puisse y avoir à nouveau une réunion à quatre en Format Normandie au cours des semaines à venir au niveau donc des chefs d'Etat et de gouvernement ? Deuxième point : à l'étranger, certains ont été choqués beaucoup ont été choqués de voir les images qui ont été diffusées à partir de l'Allemagne au cours de ce week-end et vous avez parlé déjà de la question des réfugiés, mercredi, vous serez en Saxe et j'aimerais beaucoup savoir si vous souhaitez vous rendre à Heidenau ?

Angela MERKEL : A propos de ce déplacement, nous déterminerons demain si je me rends ou non à Heidenau. Ensuite, au cours de la préparation de la réunion de Minsk, François HOLLANDE et moi-même nous étions rendus à Minsk et également en Russie. La semaine dernière, nous avons eu une consultation téléphonique en Format Normandie et aujourd'hui nous avons cette réunion à trois pour discuter d'un certain nombre de questions de façon approfondie en

entendant le point de vue de l'Ukraine. Nous aurons prochainement une conversation avec le Président russe - d'ailleurs le Président russe est parfaitement au courant de ce que nous faisons aujourd'hui, cela ne se fait pas en cachette par rapport à lui - et il sera nécessaire effectivement d'avoir à nouveau une conversation en Format Normandie bientôt et je n'exclus pas non plus que l'on se retrouve physiquement dans ce format à quatre prochainement. Nous sommes de toute façon en contact étroit - le Président ukrainien, lui aussi, a téléphoné à plusieurs reprises ou a parlé à plusieurs reprises au téléphone avec le Président POUTINE. Le processus et le Format Normandie doivent être approfondis et c'est ce que nous faisons de façon régulière. Le contact demeure avec le Président russe. Je vous remercie.